

L'Etat démantelé

Laurent Bonelli et Willy Pelletier

La Découverte, septembre 2010
324 pages, 20 €

Nous connaissons déjà les travaux de Laurent Bonelli sur la sécurité, mais l'ouvrage qu'il vient de coordonner avec Willy Pelletier déborde largement ce cadre. En effet, à partir d'une bonne vingtaine de contributions, cette publication offre un tour d'horizon des réformes actuelles de l'Etat. Elle montre comment, ces dernières années, le service public s'est trouvé soumis au « *new public management* », tel qu'il a été initié en Grande-Bretagne et repris en France dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP); tout ceci s'étant fait dans le cadre « *d'une révolution silencieuse* », pour reprendre le sous-titre même du livre.

Le début du livre revient plus spécifiquement sur les aspects de l'idéologie libérale qui ont inspiré ces (contre-)réformes, et il montre comment ce n'est pas tant un retrait pur et simple de l'Etat qui est à l'œuvre que son redéploiement. On trouve dans les parties qui suivent un certain nombre d'exemples, pris dans différents secteurs, qui montrent que les partisans du néolibéralisme ont bien compris que le marché avait besoin de s'adosser sur l'Etat, mais sur un Etat converti à la logique gestionnaire au détriment de la logique du service public et de la prise en compte de l'intérêt général. Sont évoquées les réformes de la police et de la justice, celles de l'hôpital et de l'université, l'invention de Pôle emploi... etc. Le livre revient aussi sur le rôle joué par l'Union européenne en ce qui concerne la redéfinition des modes d'action publique, et il s'ouvre également à des comparaisons avec d'autres pays européens que la France, notamment en ce qui concerne les privatisations.

Les exemples choisis mettent en lumière les divers processus par lesquels des domaines complets



d'activité, historiquement sous-traités aux logiques marchandes, sont progressivement reversés dans le jeu concurrentiel du marché, et comment les modes d'évaluation du privé (politique du chiffre, mérite individuel...) s'imposent maintenant comme des normes universelles, avec toutes les souffrances au travail qu'elles entraînent.

Certains reprocheront sans doute à cette analyse son côté exclusivement « investigation à charge ». Certes, mais dans le contexte politique économique et social que nous connaissons, il est bon qu'un ouvrage montre, avec tant de pédagogie, que les diverses réformes entreprises sont cohérentes et que la contrainte budgétaire est d'abord idéologique.

Françoise Dumont,
vice-présidente de la LDH

Une histoire politique du pantalon

Christine Bard

Seuil, août 2010
392 pages, 22 €



Christine Bard est historienne des femmes et du féminisme, et s'inscrit dans les études de genre en étudiant l'histoire du pantalon comme marqueur de sexe. Le vêtement établit l'adéquation du sexe et du genre. La transgression de cette règle – une femme qui s'habille en homme – a été longtemps interdite. Car le costume à la fois reflète l'ordre social et permet de le contrôler. Du coup la conquête du pantalon, symbole du pouvoir masculin, a été un véritable objectif pour les femmes. Sous la Révolution française, le pantalon des sans-culottes signifie le refus de la culotte courte de l'aristocratie. Après l'Empire et ses costumes militaires, les hommes endossent pour un siècle pantalon et habit noirs, tandis que le costume féminin surinvestit dans la frivolité. Le port d'habits de l'autre sexe est interdit; mais on trouve des soldates dans les armées, et des femmes sur les barricades.

Le XIX^e siècle est marqué par des tentatives variées des femmes pour conquérir ce vêtement: tentatives pittoresques comme celle du *bloomer* américain, du nom de son inventrice; besoin d'un costume plus pratique pour monter à cheval, circuler en ville ou voyager, et protecteur contre les agressions. C'est le choix qu'opère George Sand; il annonce la simplification du costume féminin et la mode sportive de la Belle Epoque. D'autres tentatives se font au nom du principe d'égalité des sexes, comme celle de la féministe et socialiste Madeleine Pelletier. D'autres enfin, dans la vogue du saphisme fin de siècle, portent le pantalon comme signe de libération sexuelle. Mais la réprobation reste générale, jusque dans les rangs féministes. La presse et la caricature, de Daumier à Robida, se déchaînent avec violence contre les bas-bleus, les femmes qui « portent la culotte » et mettent en péril leur famille, leur mari et la société. Au siècle suivant, les garçonnnes se coupent les cheveux mais restent en jupes. Une partie des féministes du siècle, de Marguerite Durand à aujourd'hui, en tiennent pour l'élégance féminine. Il faut attendre la Deuxième Guerre mondiale pour que l'interdit recule vraiment. Dans les années 1970 apparaissent la mode unisexe et le jean pour tous. Mais le pantalon est encore interdit dans les lycées de filles en 1968, très mal vu dans les enceintes politiques jusqu'à récemment, et l'ordonnance d'interdiction qui date de 1800, tombée en désuétude, n'est toujours pas abrogée.

Le livre se termine par un chapitre qui appelle le débat, sur les rapports entre le port du voile et le port du pantalon par les filles des banlieues. En tout cas les femmes ont gagné, pas toujours au nom du féminisme. Mais les enjeux du vêtement féminin sont plus aigus et confus que jamais; ils sont entrés en politique.

Nicole Savy, membre
du Comité central de la LDH